Éducation prioritaire… vraiment ?

La politique d'éducation prioritaire est un véritable enjeu de société qui a connu de nombreuses réformes depuis la création des ZEP en 1983, mais avec toujours une constante : l'insuffisance de moyens pour réussir à renverser la corrélation entre inégalités sociales et scolaires.

Après plus de trente ans de politiques d'éducation prioritaire (EP), le constat est sans appel : il persiste encore et toujours un noyau dur d'élèves en difficulté à l'entrée au collège. Les élèves scolarisés dans un établissement relevant de l'EP sont plus en échec que les autres. Mais cela signe-t-il pour autant l'échec de l'éducation prioritaire ?
Jean-Yves Rochex, professeur à l'université Paris 8, expliquait dans une interview à FSC en juin 2019 : « *L'école ne saurait compenser toutes les fractures d'une société de plus en plus inégalitaire* » alors même, ajoutait-il, que « *la ségrégation sociale et scolaire de nombre de quartiers et établissements de l'EP s'est fortement accrue* ». Enfin, le chercheur note qu'au fur et à mesure « *la politique de l'EP a souffert d'une insuffisance et d'une dilution de moyens… et d'une insuffisance de continuité, de cohérence et de soutien institutionnel, d'où les refondations successives* ». Même la Cour des comptes soulignait dans un rapport de 2018 : « *Si l'éducation prioritaire n'a pas su réduire les écarts de résultats scolaires, elle est parvenue à les contenir dans un environnement économique et social qui s'est largement dégradé dans nombre de territoires en adaptant son périmètre et en multipliant ses modes d'intervention* ».

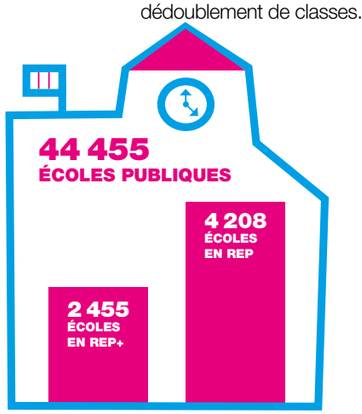
SANS BILAN

La refondation de l'éducation prioritaire de 2014 prévoyait en 2019 un bilan des six axes de référentiel de la politique d'EP avec l'ensemble des acteurs de terrain et un travail sur la carte de l'EP dès 2019 afin de répondre à l'évolution des territoires. En 2017, Jean-Michel Blanquer détricote ce qui avait été précédemment mis en place, et balaye notamment la mesure emblématique de la refondation, les « plus de maîtres que de classes ». Les postes sont utilisés pour financer les dédoublements de classes en CP et CE1. La révision de la carte est quant à elle reportée dans un premier temps à la rentrée 2020, mais toujours pas réalisée à ce jour. En 2019, les conclusions du rapport Mathiot-Azema remis à l'Assemblée nationale préconisaient une délabellisation des REP avec une politique nationale centrée uniquement sur les REP+. Les REP seraient remplacés par une « politique de priorisation académique » sous l'autorité du recteur. Cela concernerait les écoles et les établissements rencontrant des difficultés d'exercice, REP actuels, mais également des zones rurales. Quelle sera la mission de la secrétaire d'État chargée de l'EP a été nommée en juillet 2020 ? Va-t-elle avoir les effets sur l'EP que le SNUipp-FSU attend ? Faire progresser les élèves dans les établissements les plus défavorisés dans un objectif de réduction des inégalités. Alors que les inégalités sont criantes et particulièrement mises en lumière par la crise sanitaire due au COVID19, l'exécutif ne semble toujours pas prendre les mesures nécessaires et se cantonne à la poursuite du dédoublement de classes.

1 156 044 C'EST LE NOMBRE DES ÉLÈVES SCOLARISÉS EN EP (BILAN DE RENTRÉE 2019/2020 DGESCO)

1 151 C'EST LE NOMBRE DE COLLÈGES SCOLARISANT DES ÉLÈVES EN EP À LA RENTRÉE 2019

1094 RÉSEAUX COMPOSENT LA CARTE DE L'EP : **364** COLLÈGES SONT EN REP+ ET **730** COLLÈGES EN REP



Bilan de rentrée 2019/2020 DGESCO

« PLUS DE MAÎTRES » : EN VOIE DE DISPARITION

Il reste moins de 500 PDM à la rentrée 2020 sur les 3220 postes créés à la mise en place du dispositif en 2016. Ils ont contribué à améliorer les compétences des élèves avec la mise en place de nouvelles organisations pédagogiques au sein de l'école, une évolution des pratiques, un regard multiple sur les élèves. Ils ont été largement plébiscités tant par les enseignants que par les chercheurs. Ces derniers ont pu mesurer l'impact très positif sur les résultats scolaires des élèves issus de familles défavorisées. Un dispositif qui disparait alors qu'aucune évaluation n'a été réalisée par la rue de Grenelle.

RASED : À RECONSTITUER D'URGENCE

Le RASED constitue un pilier indispensable pour réduire les inégalités scolaires. Cependant, les suppressions de postes et le déficit de départs en formation depuis plusieurs années ne permettent plus aux enseignants spécialisés d'assurer pleinement la continuité de leurs missions. Avec le collectif national, le SNUipp-FSU se bat depuis plus de dix ans pour la réhabilitation des RASED. 6 800 postes sont nécessaires pour reconstituer des réseaux d'aides complets intervenant auprès d'un bassin de 1 000 élèves maximum.

INTERVIEW

"Les élèves entrent inégaux à l'école et en fin de course ils arrivent inégaux"

Pour le sociologue Bernard Lahire, même si l'école est utile, elle contribue malgré elle à reproduire les inégalités.

BIO

Bernard Lahire est **professeur de sociologie** à l'ENS de Lyon et membre de l'Institut universitaire de France. Il a publié une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels Tableaux de familles (Gallimard/Seuil, 1995), La Raison scolaire (PUR, 2008) et Enfances de classes (dir., Seuil, 2019).

DR

QUE SAIT-ON DES INÉGALITÉS ?
BERNARD LAHIRE : Elles sont multiples, des plus matérielles au plus symboliques ou culturelles. Il est question de différences de revenus, de logements, de conditions matérielles de vie des enfants… Le rapport à la santé est aussi révélateur. Dans beaucoup de milieux populaires, on mange à la fois trop salé, trop sucré et trop gras. Il en découle des problèmes d'hypertension, de diabète de type 2, de cholestérol, d'obésité… Cela s'origine très tôt dans l'enfance. Dans les milieux mieux dotés, on sait l'importance de l'alimentation, on évite le gras, on fait attention à la quantité et à la qualité des produits qui sont souvent bio. C'est déjà une inégalité sociale de poids. Au bout du compte, cela se paie en nombre d'années d'espérance de vie.
Et puis l'on a bien sûr des inégalités culturelles avec des parents inégalement scolarisés et diplômés, qui ont des pratiques culturelles très inégales en termes de sorties culturelles, de pratiques de lecture… ce que l'on appelle le capital culturel.

LE CAPITAL CULTUREL, QU'EST-CE QUE C'EST ?
B. L. : Dans nos sociétés, les positions des individus dépendent de deux grands types de capitaux, le capital économique et le capital culturel. Bourdieu et Passeron, qui ont introduit cette notion, se sont intéressés aux raisons de la réussite des étudiants de milieux aisés et, a contrario, celles de l'échec de ceux de milieux populaires. Les enfants qui ont des parents fortement diplômés font généralement de longues études dans des filières prestigieuses. La culture, qu'on peut grossièrement mesurer au nombre

SUITE PAGE 14

“Cette crise aurait pu être l’occasion, manquée par le gouvernement, de repenser l’école pour plus d’égalité”

●●● d’années d’études et aux diplômes possédés, constitue un capital, au même titre que la richesse économique. Ce capital se monnaie dans l’espace social. Mais le capital culturel ce sont aussi des compétences acquises, c’est apprendre à aimer l’art, la lecture, apprendre et comprendre la science, aller dans des musées, des salles de concert... Ces compétences et habitudes culturelles sont rentables sur le marché scolaire. Quand vous avez des parents qui vous initient à cela, vous vous en sortez mieux scolairement.

LES STRATÉGIES PARENTALES Y SONT-ELLES LIÉES ?

B. L. : Les personnes les plus diplômées sont très informées du fonctionnement du système scolaire et donc très compétentes pour transmettre du capital culturel scolairement utile. Conscientes que l’école est un lieu de passage hautement stratégique pour la future réussite sociale et professionnelle de leurs enfants, elles investissent l’école de manière très forte. Plus les parents connaissent le système et ont les bonnes compétences, plus ils font des choix et ont des pratiques avec leurs enfants qui permettent à ces derniers de bien naviguer dans le système scolaire. La réussite scolaire des enfants d’enseignants en est un exemple remarquable.

EN QUOI TOUT CELA A-T-IL UNE INCIDENCE SUR LA RÉUSSITE DES ENFANTS ?

B.L. : Un haut niveau de capital scolaire des parents garantit de bonnes habitudes et de bonnes pratiques scolaires. Les pratiques langagières en sont un exemple. Plus les parents parlent correctement d’un point de vue scolaire, avec un lexique correct, une grammaire correcte, en prononçant bien... plus les enfants sont préparés à ce que demande l’école. Les parents à fort capital culturel reprennent souvent leur enfant lorsqu’il prononce mal par exemple. Ils les habituent à une certaine réflexivité linguistique. Cette pratique est moins courante dans les milieux populaires alors que l’on sait que bien prononcer, c’est permettre une bonne entrée dans l’écrit. De la même façon, lire des histoires aux enfants leur permet de se familiariser très tôt avec des structures lexicales, grammaticales et narratives. Ces différentes pratiques préparent aux pratiques langagières scolaires et sont donc extrêmement payantes scolairement.

L’ÉCOLE A-T-ELLE UN RÔLE À JOUER POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET A-T-ELLE LES MOYENS DE JOUER CE RÔLE ?

B.L. : Oui, c’est évident mais elle ne peut pas tout. Elle permet à certains enfants de se construire un capital culturel absent de leur famille. Même les élèves les plus en échec scolaire sont alphabétisés, ce qui n’était pas le cas au 19e siècle. Aujourd’hui, tous les enfants apprennent à lire et à écrire quel que soit leur degré de réussite scolaire. Mais certains partent avec un « handicap » de départ et d’autres avec des « atouts », ils prennent de l’avance, une avance qui perdure durant toute leur scolarité.
L’école est donc utile même si elle contribue malgré elle à reproduire les inégalités. L’école ne peut à elle seule défaire une organisation sociale fondée sur des différences de classe. Ainsi, tant qu’il y aura une distribution inégale des ressources économiques autant que culturelles dans la société, il y aura des inégalités de réussite scolaire. Puisque les élèves entrent inégaux à l’école, même si l’école traite les élèves de façon égale, en fin de course, ils arrivent inégaux.

LA POLITIQUE ÉDUCATIVE MENÉE PAR JEAN-MICHEL BLANQUER EST-ELLE DE NATURE À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ?

B.L. : Si on voulait réduire drastiquement les écarts scolaires entre enfants, il faudrait des tout petits groupes pour ceux qui sont le plus en difficulté. Les dédoublements ne suffisent pas. La scolarisation précoce des élèves de milieux

“Dans les milieux mieux dotés, on sait l’importance de l’alimentation, on évite le gras, on fait attention à la quantité et à la qualité des produits qui sont souvent bio. C’est déjà une inégalité sociale de poids.
Au bout du compte, cela se paie en nombre d’années d’espérance de vie”

“Malgré toutes les politiques de compensation existantes depuis des décennies, les bonnes décisions ne sont pas prises car jugées trop coûteuses. Pourtant, ce sont celles-ci qui permettraient de réduire, et encore pas totalement, les inégalités”

© Tirachard

populaires est aussi un levier : plus ils arrivent tôt à l’école, plus ils apprennent facilement à lire et à écrire. Malgré toutes les politiques de compensation existantes depuis des décennies, les bonnes décisions ne sont pas prises car jugées trop coûteuses. Pourtant, ce sont celles-ci qui permettraient de réduire, et encore pas totalement, les inégalités.

VOS TRAVAUX SEMBLENT ÊTRE CONFIRMÉS PAR LA CRISE SANITAIRE : PLUS LES ENFANTS VIVENT DANS LA PRÉCARITÉ, PLUS ILS ONT EU DU MAL À SUIVRE À DISTANCE ?

B.L. : Le confinement a révélé l’ignorance de ce qu’est fondamentalement l’école. Parler de continuité pédagogique n’était pas sérieux. Il s’agissait d’un contact pédagogique tout au plus. Plus les parents étaient scolairement dotés, plus la continuité était possible. Mais pour les autres, c’était une radicale discontinuité. Les élèves dont les parents n’ont pas les moyens de les aider, et qui ne bénéficient pas de bonnes conditions d’étude à la maison, ont été les plus durement impactés. Il y a des enfants qui, entre mars et septembre, n’ont pas connu l’école. Ils ont donc perdu des habitudes alors que d’autres ont continué à lire et à développer des activités scolaires. Cette crise aurait pu être l’occasion, manquée par le gouvernement, de repenser l’école pour plus d’égalité.

“Plus les parents connaissent le système et ont les bonnes compétences, plus ils font des choix et ont des pratiques avec leurs enfants qui permettent à ces derniers de bien naviguer dans le système scolaire ”

Crédit photos : GettyImages.

LA BANQUE
DU MONDE
DE L'ÉDUCATION
DE LA RECHERCHE
ET DE LA CULTURE

UNE BANQUE CRÉÉE
PAR DES COLLÈGUES,
ÇA CHANGE TOUT.

- L'expertise d'une banque dédiée aux personnels de l'Éducation nationale, de la Recherche, de la Culture, de l'enseignement public agricole et de l'enseignement privé sous contrat.
- Une banque coopérative fondée sur des valeurs de confiance et de proximité.
- Un service de banque en ligne pour rester proche malgré la distance.
- L'expertise de conseillers qui assurent un suivi personnalisé de vos comptes.
- Des assurances conçues pour s'adapter à votre statut et à vos besoins.

Crédit Mutuel
Enseignant

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, SA coopérative au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Raiffeisen – 67000 Strasbourg,

INTERVIEW

Les inégalités scolaires préparent un séparatisme politique et démocratique

LA MASSIFICATION SCOLAIRE N'A PAS TENU SES PROMESSES. CE N'ÉTAIT PAS UNE BONNE CHOSE ?

FRANÇOIS DUBET : Notre propos n'est pas hostile à la massification scolaire. L'égalité d'accès aux études a été considérablement renforcée et il y a eu une élévation du niveau de compétence de la population. On pourrait être plus nuancé sur les progrès des vertus démocratiques. Mais il serait absurde de revenir à une période antérieure. Notre raisonnement est plutôt de dire que la massification a engendré des effets pervers. Alors que naguère les inégalités sociales jouaient directement dans l'accès-même aux études, aujourd'hui elles se sont déplacées à l'intérieur du système.

MARIE DURU-BELLAT : On a pensé qu'il suffisait d'étendre ce que l'on faisait avant pour donner ce qu'il y avait de mieux pour les élèves. On n'a pas pris en compte le fait qu'il y avait des élèves forcément différents.

F.D. : On a rêvé de faire accéder tous les élèves au lycée tel qu'il était autrefois avec les mêmes filières, les mêmes modes de sélection et les mêmes grandes écoles.

MALGRÉ UN ACCÈS GÉNÉRALISÉ, L'ÉCOLE EST-ELLE PLUS ÉGALITAIRE ?

M. D.-.B : Elle est moins inégalitaire mais elle peut être perçue comme plus injuste par les élèves, vue la façon dont on les sélectionne. Il y a une « distillation » continue tout le long des trajectoires scolaires. Les modalités de cette sélection où tout le monde semble partir sur la même ligne de départ engendrent un fort sentiment d'injustice.

F.D. : Autrefois l'école opposait ceux qui étudiaient à ceux qui travaillaient. Jusque dans les années 1970, les ouvriers ne faisaient pas d'études longues parce que « c'était ainsi ». Aujourd'hui, les mêmes en veulent à l'école qui a fait une promesse de succès pour tous et qui ne l'a pas tenue. Son accès est moins inégalitaire, mais le « sale boulot » du tri se fait à l'école.

DR

BIO

Marie Duru-bellat est **sociologue,** Professeure de sociologie à Sciences-Po depuis 2007, spécialiste de l'éducation et de l'enseignement, chercheuse à l'observatoire sociologique du changement. Elle a été membre du haut conseil d'évaluation de l'école entre 2000 et 2004.

> "Naguère les inégalités sociales jouaient directement dans l'accès même aux études, aujourd'hui elles se sont déplacées à l'intérieur du système."

LE SALE BOULOT ? CARRÉMENT !

F.D. : Il ne s'agit pas de culpabiliser les enseignants, mais il y a aussi des attitudes extrêmement paradoxales. Ils vont tout faire pour que leurs élèves réussissent mais la hiérarchie des filières n'est pas remise en cause et il va toujours de soi que les moins bons élèves seront orientés vers l'enseignement professionnel. Les enseignants, comme les autres, sont pris dans des sortes d'ambivalences.

L'ALLONGEMENT DES ÉTUDES PERMET-IL DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ?

M. D.-B. : Tout le monde fait plus d'études, mais les élèves sont toujours classés. La concurrence est forte pour l'accès aux emplois dans une économie où les positions sociales sont inégalement attractives. Dans les années 60, on avait environ 10% d'emplois de cadre, mais on avait moins de 10% des élèves considérés comme ayant le niveau requis pour y accéder. Aujourd'hui avec

SUITE PAGE 18

“La logique scolaire exacerbe des inégalités qui ne sont même pas fonctionnelles et même pas utiles dans la vie sociale et économique.”

© Milleran/NAJA

18% d'emplois de cadres, on a plus de 40% de jeunes qui ont un diplôme du supérieur et qui pourraient y prétendre. La concurrence s'est durcie avec, à la clé, un déclassement des élèves qui n'obtiennent plus ce qu'ils penseraient légitime d'obtenir. Et il y a toujours des derniers de la classe. L'idée qu'il suffit d'allonger les études pour avantager tout le monde est tout à fait naïve. Il faut plutôt s'interroger sur l'articulation avec la vie professionnelle.

L'ÉCOLE DOIT-ELLE S'ADAPTER AU MARCHÉ DU TRAVAIL ?

M.D.-B. : C'est une question très débattue, et en tant que sociologue on ne prétend pas avoir une réponse aboutie. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut un minimum de formation générale. Les employeurs ne veulent pas de jeunes qui sortent à 14 ans de l'école. Après, comment doit se faire l'articulation, cela dépend bien sûr des professions.

F.D. : De toute manière on n'est pas capable d'anticiper les besoins du marché du travail. D'autres pays ont des conceptions beaucoup plus souples. Dans les pays nordiques ou au Canada beaucoup d'étudiants font des allers-retours entre études et travail. En France, l'idéal scolaire a été défini pour les élites. Vous faites des études, elles sont difficiles, à la fin elles vous amènent à un diplôme et à l'emploi correspondant. Ce modèle ne peut pas fonctionner pour tout le monde. Ce qu'on peut reprocher au système c'est une certaine raideur des modes de formation qui valorisent peu les compétences pratiques, la diversité des parcours et la singularité des projets. Il est aussi trop inégalitaire, entre un ingénieur et un ouvrier, les inégalités de compétences scolaires sont extrêmement fortes, alors que les inégalités de compétences sociales et professionnelles le sont beaucoup moins dans le travail réel. La logique scolaire exacerbe des inégalités qui ne sont même pas fonctionnelles et même pas utiles dans la vie sociale et économique.

EN QUOI LES INÉGALITÉS SCOLAIRES REPRÉSENTENT AUSSI UN ENJEU POUR NOS DÉMOCRATIES ?

M.D.-B. : Les conséquences de l'échec des élèves dans notre système scolaire sont multiformes. La dévalorisation, la perte de confiance en soi et dans les valeurs de l'école, a forcément des retombées sur l'engagement ou le non-engagement en politique. Quand on regarde de manière abstraite ce qu'apporte l'école au pays on regarde toujours du côté des bons élèves. Mais quand on regarde les derniers, on mesure l'ampleur des dégâts. Sur le plan psychologique les élèves qui se perçoivent nuls depuis les petites classes abordent la vie de manière pessimiste et ces jeunes sont démolis.

F.D. : Une série de sondages sur l'élection américaine montre que les intentions de vote en faveur de Trump se concentrent chez les hommes blancs non diplômés. Ceci a bien des causes, parmi lesquelles un ressentiment contre les valeurs de l'école, de la science, de la raison, de la tolérance, alors que les mêmes votaient démocrate il y a cinquante ans. La même tendance s'observe en France, avec la même défiance envers les valeurs portées par l'école. Les inégalités scolaires ont aussi des conséquences sociales et politiques extrêmement lourdes.

M.D.-B. : Les bons élèves sont dans une dynamique positive et dans un contexte où on attribue la réussite au mérite, ils vont penser qu'ils méritent leur position. Plus tard ils vont accéder aux postes de pouvoir et seront persuadés qu'ils sont à leur place. Cela crée ce que l'on observe dans la plupart des pays européens, une classe de « sachants » qui a le pouvoir et se sent compétente dans tous les domaines. Les « perdants » ressentent de l'injustice, se sentent méprisés, une distance se crée.

F.D. : La justice scolaire reste encore évaluée à partir du recrutement des élites. On a des discussions sans fin sur l'absence de femmes à l'ENA, mais cela concerne 80 personnes... En revanche, le fait qu'il n'y ait que des enfants d'origine modeste ou étrangère en lycée professionnel ne choque personne. Le problème majeur n'est pas de distinguer des élèves studieux et intelligents dans les quartiers populaires, mais de savoir ce que l'on fait des autres. Le monde ne se portera pas beaucoup mieux avec quelques enfants de milieu populaire dans les grandes écoles, mais il évoluera dans le mauvais sens si la plupart des élèves se sentent maltraités ou humiliés.

DR

BIO

François Dubet
sociologue, a été directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'université Bordeaux-II jusqu'en 2013.

“Le monde ne se portera pas beaucoup mieux avec quelques enfants de milieu populaire dans les grandes écoles, mais il évoluera dans le mauvais sens si la plupart des élèves se sentent maltraités ou humiliés.”

LES POLITIQUES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE NE SONT-ELLES PAS UNE RÉPONSE ?

M.D.-B. : Le principe de donner plus à ceux qui ont moins reste valable. La révolution des ZEP, avec pour objectif l'égalité républicaine, est une avancée et il ne faut pas revenir dessus. Mais le premier problème c'est qu'on y affecte majoritairement des jeunes enseignants. Alors que l'on constate que les élèves des ZEP ne progressent pas plus que les autres, il faut rappeler que la principale ressource dans l'éducation c'est la main d'œuvre. Le plus important, c'est donc bien qui on y affecte. Ensuite, il y a deux manières de traiter cette question. Soit on traite une ségrégation sur place, soit on essaye d'atténuer cette ségrégation, par la politique du « busing » par exemple qui consiste à déplacer les élèves, ou encore par la redéfinition de la carte scolaire. Cette dernière piste n'est pas beaucoup utilisée en France. Les parents y sont peu favorables ainsi que les enseignants. Et pourtant c'est une politique bien plus efficace car les élèves se forment entre eux. Il ne suffit pas de mettre plus de moyens, on en voit bien les limites.

F.D. : On a des travaux sur les établissements qui réussissent malgré tout. Des équipes qui se cooptent, qui se mobilisent, qui inventent et qui, utilisant l'autonomie relative dont ils bénéficient, réussissent à mettre en œuvre un cercle vertueux. On pourrait aussi imaginer qu'on ne soit pas obligé de coller complètement au choix des parents et que, y compris en école privée, on puisse

SUITE PAGE 20

mettre en place des quotas. Mais la question essentielle est celle de l'efficacité du travail enseignant. Il ne s'agit pas de dire que les enseignants ne sont pas dévoués. Mais on voit bien qu'à conditions sociales égales il y a un *« effet prof »* extrêmement fort qui doit amener à travailler la question du recrutement et de la formation. Il faut les former dans des écoles professionnelles, comme les ingénieurs, les infirmières et les médecins. Il faut glisser vers un modèle de ce type. Le savoir académique n'est qu'une dimension du travail pédagogique.

LE SÉPARATISME SOCIAL, CULTUREL ET POLITIQUE, C'EST AUSSI L'AFFAIRE DE L'ÉCOLE ?

M.D.-B. : C'est évidemment l'affaire de l'école. Il y a de fait un séparatisme scolaire. L'école ne fonctionne pas de la même manière selon les zones. Les élèves sont socialisés de manière différente. Le socle commun lui-même n'est pas maitrisé par une frange importante d'élèves. Ce séparatisme scolaire recouvre un séparatisme social et culturel, et prépare malheureusement un séparatisme politique et démocratique.

F.D. : Quant au nom de l'égalité des chances vous vous tenez pour responsable de vos échecs, vous avez le choix entre vous effondrer dans un état de dépression ou le rejet. Dans certains endroits, cela a été très étudié aux États-Unis, avant même d'aller à l'école, les élèves intériorisent que ce n'est pas pour eux.

M.D.-B. : La ségrégation qui existe à l'école n'est pas que de son fait évidemment. Parfois des élèves d'une classe valorisent des croyances religieuses aux dépens des connaissances scientifiques, c'est tout de suite plus compliqué.

F.D. : Nous ne disons jamais que c'est la faute à l'école. Ce que l'on dit simplement c'est que les mécanismes de massification de l'école ne freinent pas ce constat et peuvent même y contribuer, donc il y a des choses à faire. L'école doit être une école où l'on se sent bien, d'où l'on doit sortir en se sentant capable d'agir avec les autres.

M.D.-B. : Cela me fait penser à un autre débat qui concerne la tenue des élèves et qui montre qu'on ne discute pas avec les jeunes de tout ce qui touche à leur corps. Il faudrait en parler plutôt que de faire des règlements. Les questions importantes qui touchent la vie quotidienne des élèves restent dans l'ombre et ne sont pas traitées.

> “Il faut former les profs dans des écoles professionnelles comme les ingénieurs, les infirmières et les médecins.”

LE CONSTAT EST IMPLACABLE. MAIS QUE PEUT FAIRE L'ÉCOLE ?

F.D. : Changer de regard. Dans un système comme le nôtre, le sort des vaincus de la compétition scolaire est plus essentiel que celui des vainqueurs. Il faut qu'ils aient un bagage minimum de compétences avec leur camarade et qu'ils acquièrent la capacité de se former. La production des élites se fait presque toute seule, les autres sont dans une situation intenable. Ce n'est pas seulement un enjeu moral, mais aussi la possibilité de vivre dans une société paisible et agréable. Le mérite scolaire n'est pas l'équivalent de tout le mérite. D'autres capacités que celle de la réussite scolaire doivent être reconnues.

M.D.-B. : Les échecs doivent être moins irréversibles avec la possibilité de revenir à l'école. On joue sa vie à 15 ans et ce n'est pas juste. Il faudrait également, même si cela n'est pas directement du ressort de l'école, sortir de l'articulation étroite entre le diplôme et la profession obtenue. Dans les pays où le diplôme n'a pas la même importance que chez nous les inégalités scolaires sont moins importantes parce que l'enjeu du diplôme est moins important. Enfin il ne faut pas chercher à étendre le pouvoir de l'école, mais plutôt investir d'autres terrains comme celui de l'éducation populaire.

Leur dernier ouvrage écrit à quatre mains, **L'ÉCOLE PEUT-ELLE SAUVER LA DÉMOCRATIE ?** est publié aux éditions du Seuil, 2020.

> “Les échecs doivent être moins irréversibles avec la possibilité de revenir à l'école. On joue sa vie à 15 ans et ce n'est pas juste.”

Pour votre classe... et vos enfants !

Angélique Thyssen / Judith Gueyfier

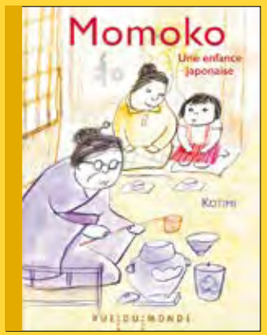
Ces parents Inuit ont nommé leur fille Fatou ! Et voilà qu'elle rêve de rencontrer une Fatou du Sénégal qui doit sûrement lui ressembler ! Magnifique album pour célébrer les plus belles de terres de rencontres : l'enfance, et les livres.

Dès 5 ans, 40 pages, 17 €

Laurana Serres-Giardi
Nathalie Dieterlé

Que ne lui a-t-on pas mis sur le dos à propos du coronavirus ! Voici un portrait documenté de l'animal qui fait l'objet du plus grand trafic d'animaux au monde. Pour savoir, comprendre et mieux défendre la biodiversité.

Dès 6 ans, 32 pages, 16,50 €



Kotimi

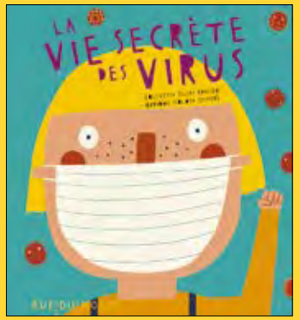
Un album exceptionnel de 168 pages (!) où l'illustratrice nous raconte le Japon de son enfance... Des textes très brefs, facile à lire pour découvrir une culture et une enfance différente. Un album événement !

Dès 6 ans, 168 pages, 18,80 €

Mini Grey

La petite Rouge part chasser. Elle arrive dans une maisonnette. Elle y découvre un loup charmant qui vit là avec un lynx et un ours, les derniers du pays... De retour à la maison, Rouge n'a qu'une hâte : replanter une immense forêt pour que le monde naturel retrouve sa vitalité.

Dès 4 ans, 40 pages, 16 €



Collectif ELLAS EDUCAN
Mariona Tolosa Sisteré

Un album souriant, documenté et ludique. Le coronavirus y est bien sûr évoqué mais c'est tout l'univers des virus qui est raconté à hauteur d'enfance. Toute une culture scientifique autour des questions les plus sensibles que les enfants ont aujourd'hui dans la tête.

Dès 7 ans, 32 pages, 16,50 €

Quelle année noire ! C'est la première fois, en bientôt 25 années d'existence que Rue du monde en appelle à votre soutien. Comment agir ? Utilisez, offrez nos livres, faites les vivre ! Achetez-les dans les librairies indépendantes. D'autres livres pourront ainsi naître... Merci et hauts les cœurs !

GAGNEZ 50 LIVRES

Pour rester en contact, envoyez-nous vos coordonnées à contact@ruedumonde.fr 10 noms tirés au sort recevront 5 livres !

editionsruedumonde editions_ruedumonde

RUE DU MONDE